
Points clés

- Moscou devrait créer des forces spéciales de renseignement militaire capables de former des mouvements de guérilla et d'intervenir en soutien à l'armée russe.
 - Les répercussions des sanctions occidentales contre la Russie sont limitées pour les banques et les compagnies énergétiques russes, mais particulièrement lourdes pour le complexe militaro-industriel. Pour soutenir ce secteur, à la fois pilier et fardeau de l'État, le Kremlin devra mobiliser davantage les acteurs privés.
-

« Art de la guerre »

Le colonel (R) V. Kvatchkov estime que **Moscou aurait intérêt à créer des forces spéciales de renseignement militaire formées aux conflits locaux et irréguliers** (inter- et intra-étatiques), dont la mission consisterait à former et diriger des mouvements de guérilla contre les gouvernements ennemis, notamment en s'appuyant sur les tensions religieuses, ethniques et socio-économiques. Sur les théâtres où l'armée russe est elle-même confrontée à des groupes de combattants irréguliers, les forces spéciales pourraient intervenir à l'arrière, en brouillant les communications de l'adversaire au moyen d'outils radio-électroniques. Elles pourraient aussi être équipées de systèmes de missiles anti-aériens portatifs (à la manière des combattants afghans) pour détruire les avions ennemis dès leur décollage des aérodromes (*Voenno-Promyshlennyi Kourier*, 27 octobre 2020).

Outil militaire : capacités et modernisation

Pour l'expert (sans affiliation) P. Louzine, les sanctions occidentales ne menacent pas le système politique et économique russe dans son ensemble, car elles ont peu de répercussions sur les banques d'État et les compagnies énergétiques russes. En revanche, **les sanctions ont un impact sensible sur l'industrie de défense russe**, en particulier sur la production d'équipements et d'armes de haute technologie. **L'industrie aéronautique et spatiale ainsi que la conception de systèmes de communication et de contrôle sont particulièrement affectées** car elles dépendent largement des composants étrangers. À plus long terme, le vieillissement des machines-outils et des lignes de production acquises dans les années 2000 (et qui reposent aussi sur des composants importés) constituera un défi supplémentaire. À cela s'ajoutent des problèmes d'inefficacité structurelle et d'opacité financière. Sur le plan économique, en 2015-2018, le gouvernement russe a dépensé plus de 25 milliards de dollars pour des programmes de substitution aux importations (*importozamechtchenie*). **Pour soutenir le complexe militaro-industriel (CMI), essentiel à la défense ainsi qu'à la stabilité politique et sociale du pays, Moscou devra probablement impliquer davantage les banques d'État et les entreprises privées proches du Kremlin** (*Riddle*, 30 octobre 2020).

Russie / États-Unis

A. Kortounov, directeur général du *Russian International Affairs Council* (RIAC) estime que **la politique menée par l'administration Biden sera problématique pour Moscou à plusieurs titres : elle restaurera le lien transatlantique** et revigorera l'Occident libéral, affaiblissant les mouvements populistes et eurosceptiques européens sur lesquels semblait miser la Russie. La nouvelle administration tentera probablement d'invoquer la menace russe pour consolider l'unité occidentale. Elle devrait aussi durcir sa politique à l'égard de la Chine, accélérant la bipolarisation du monde, donc la dépendance de Moscou vis-à-vis de Pékin. Des effets positifs pour la relation bilatérale peuvent aussi être envisagés : ainsi, **Washington s'impliquera probablement davantage dans les négociations sur le contrôle des armements**, et pourrait être plus réticent à imposer des sanctions aux entreprises européennes coopérant avec la Russie. En tout état de cause, **après l'imprévisibilité de la présidence Trump, le professionnalisme et la rationalité de cette nouvelle administration pourraient concourir à une certaine stabilisation du monde**, et

Points clés

- L'élection de Joe Biden pourrait renforcer le lien transatlantique et accélérer la bipolarisation Chine-États-Unis, au détriment de Moscou. Elle pourrait toutefois permettre des avancées sur la maîtrise des armements.
 - Plusieurs experts du RIAC plaident pour que la politique étrangère russe se concentre sur son propre développement tout en maintenant le dialogue et les coopérations fructueuses avec les États-Unis.
 - La Russie privilégie désormais une approche de « retenue stratégique » dans l'espace postsoviétique, consistant à limiter son implication politico-militaire au minimum nécessaire. Son refus d'intervenir militairement au Haut-Karabagh l'a récemment illustré.
-

ainsi contraindre Moscou à redéfinir sa politique extérieure (*Soviet po Vnechnoi i Oboronnoi Politike*, 6 novembre 2020).

Pour l'expert (sans affiliation connue) V. Frolov, **Washington cherchera probablement à mettre la relation russo-américaine au second plan** pour se concentrer sur les défis intérieurs, notamment dans la sphère économique. Néanmoins, les États-Unis réagiront avec fermeté à d'éventuelles provocations russes sur la scène internationale. Dans l'espace postsoviétique, la politique de Washington devrait consister à soutenir les aspirations à la souveraineté et les réformes économiques, desserrant par la même occasion l'emprise de Moscou sur ces pays. Au Bélarus, plus particulièrement, l'évolution du positionnement américain (politique de « main tendue » ou sanctions) dépendra de la répression exercée contre l'opposition par A. Loukachenka. Enfin, l'implication américaine devrait se renforcer dans les conflits qui préoccupent directement l'Union européenne (et la Russie), notamment en Ukraine et en Libye. Le retour de la coopération américano-européenne devrait contrarier l'ambition de Moscou de supplanter l'Occident « divisé et déclinant » (*Republic*, 9 novembre 2020).

Selon le président du RIAC I. Ivanov, **la Russie doit admettre que les États-Unis restent la puissance mondiale dominante**. Dès lors, elle doit s'efforcer d'entretenir un dialogue permanent avec Washington, de préserver les domaines de coopération existants (Arctique, espace, non-prolifération...), de limiter les risques liés à la compétition bilatérale et d'adoucir sa rhétorique antiaméricaine. Surtout, la Russie doit se concentrer sur son propre développement, sans négliger pour autant sa sécurité (*Kommersant*, 2 novembre 2020).

Espace postsoviétique

V. Frolov considère que **Moscou a renoncé à ses ambitions hégémoniques dans l'espace postsoviétique. Elle adopte désormais une posture de « retenue stratégique » afin d'ajuster son implication en fonction des bénéfices et des risques**. Cette approche s'est manifestée au Bélarus, où la Russie, tout en soutenant le régime de Loukachenka, n'est pas intervenue militairement ; dans le conflit du Haut-Karabagh, où elle n'a pas pris parti pour l'Arménie (un allié moins « utile » que l'Azerbaïdjan) ; et enfin, en refusant d'entrer en conflit avec la Turquie, son concurrent dans le Caucase du Sud mais aussi son partenaire indispensable en Syrie et contre l'Occident. Moscou ne renoncera cependant pas à agir d'une manière plus ferme si sa propre sécurité est menacée. **Ankara devra notamment se garder de franchir deux « lignes rouges » : l'exacerbation du panturquisme et de l'islam politique en Russie, et l'intensification de sa coopération militaro-technique avec l'Ukraine** (notamment par des livraisons de drones) (*Republic*, 29 octobre 2020).

Caucase du Sud

Selon A. Frolov, **le déploiement de forces de maintien de la paix dans le Haut-Karabagh s'inscrit également dans cette logique de « retenue stratégique »**. Cette décision poursuit des objectifs concrets, principalement humanitaires, est approuvée par la population russe, comporte peu de risques et laisse à Moscou suffisamment de marge de manœuvre pour s'adapter en cas d'évolution de la situation. Par la même occasion, l'accord de cessez-le-feu préserve le « condominium politico-militaire » russo-turc et accroît l'influence régionale de la Russie, désormais présente militairement en territoire azerbaïdjanais. Il minore aussi l'influence de l'Occident, écarté du processus de règlement. **Moscou souhaite un statut spécial d'autonomie pour les territoires du Haut-Karabagh non frontaliers, qui réintègreraient de jure l'État azerbaïdjanais, mais seraient contrôlés de facto par la Russie**. Il est peu probable que cette issue satisfasse Bakou, mais Moscou aura le temps de revoir ses plans avant une dégradation éventuelle du contexte (*Republic*, 16 novembre 2020).

Selon A. Kortounov, **le cessez-le-feu signé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est une victoire tactique pour la Russie qui s'impose comme l'acteur extérieur principal de la région**. Cependant, Moscou devra manœuvrer finement pour éviter les accusations de partialité, et le risque de provocations contre ses forces de paix est

Points clés

- Pour certains experts, l'accord de cessez-le-feu total au Haut Karabagh est une victoire tactique pour la Russie, qui réaffirme sa puissance dans cet espace. D'autres y voient un recul de l'influence russe dans cette zone au profit d'Ankara. Le sort des territoires placés sous contrôle des forces russes de maintien de la paix reste incertain.
 - Moscou n'a pas intérêt à une déstabilisation du pouvoir arménien : l'accord de paix pourrait être menacé en cas de départ de N. Pachinian.
 - À moins d'un nouveau soulèvement démocratique de grande ampleur à Minsk, il est probable que les *siloviki* bélarusses s'approprient la transition du pouvoir en désignant l'un des leurs comme futur président, voire qu'ils renversent Loukachenka pour instaurer une junte militaire.
-

élevé. Le renforcement de la présence régionale de la Turquie, et le danger que représente l'arrivée de combattants syriens, sont de nouveaux défis stratégiques avec lesquels la Russie devra composer. Enfin, une reconfiguration des relations entre Russie et Arménie s'annonce, de nombreux Arméniens au sein des élites et dans la population considérant que la Russie les a abandonnés à leur sort durant ce conflit (*Global Brief*, 16 novembre 2020).

A. Iskandarian, directeur de l'Institut du Caucase d'Erevan, estime que **le conflit a entraîné une perte d'influence de la Russie sur l'Azerbaïdjan**, qui se tourne vers la Turquie et risque, à moyen terme, de considérer la présence des *peace-keepers* russes comme un irritant. Par ailleurs, l'accord de paix, élaboré dans l'urgence et comportant des ambiguïtés, est fragile et n'apporte pas de solution de long terme pour la partie du Haut-Karabagh qui reste hors du contrôle de Bakou. En tout état de cause, comme en Syrie, Moscou devra désormais coordonner avec Ankara toutes ses actions sur ce théâtre (*Centre Carnegie de Moscou*, 18 novembre 2020). Le journaliste de *Nezavissimaïa Gazeta* V. Moukhine note qu'aux yeux des Iraniens, des Occidentaux et d'une partie des observateurs russes, **l'accord de cessez-le-feu apparaît comme une victoire stratégique pour Ankara**, qui réussit à augmenter significativement sa présence dans le « pré carré » russe. Selon l'expert militaire A. Jiline, cet accord correspond en tous points aux intérêts de la Turquie, et l'absence de riposte de la Russie face à la destruction de l'hélicoptère de combat russe est une humiliation morale qui aura des conséquences de long terme pour la réputation du pays dans la région (*Nezavissimaïa Gazeta*, 10 novembre 2020).

La rédaction du journal *Nezavissimaïa Gazeta* estime, pour sa part, que **le choix d'une mission de maintien de la paix était l'option la plus sûre, voire la seule possible, la Russie n'ayant ni les ressources économiques, ni le soutien de la société pour se lancer dans une nouvelle** confrontation géopolitique (*Nezavissimaïa Gazeta*, 11 novembre 2020).

Selon le journaliste de *Vzgliad* D. Bavyrine, **la Russie a tout intérêt à ce que N. Pachinian reste à la tête de l'Arménie** à moyen terme : l'engagement personnel du Premier ministre arménien dans l'accord de paix favorisera sa mise en œuvre. Au contraire, l'arrivée d'un nouveau dirigeant, qui pourrait immédiatement dénoncer le document et relancer les hostilités, aurait potentiellement des conséquences désastreuses pour les troupes russes déployées sur place (*Vzgliad*, 17 novembre 2020).

Bélarus

A. Chraïbman, expert (biélorusse) invité au Centre Carnegie de Moscou, observe qu'A. Loukachenka s'appuie désormais presque exclusivement sur les structures de force. Or, la domination politique et économique des *siloviki* va à l'encontre des aspirations des Bélarusses en matière de réformes. L'élaboration d'une nouvelle constitution par le régime ne devrait qu'accentuer ces frustrations et renforcer la vague de protestation. Le mécontentement populaire qui résulte de cette frustration accentue à son tour la militarisation du régime. Dès lors, **trois scénarios sont envisageables** : **1) une transition contrôlée par les *siloviki***, qui choisiraient l'un des leurs comme successeur d'A. Loukachenka ; **2) un renversement du président au profit d'une junte militaire** (qui serait financée par Moscou) ; **3) un soulèvement populaire** dépassant le précédent par son ampleur et permettant l'instauration d'un régime démocratique (*Centre Carnegie de Moscou*, 12 novembre 2020).

Pour V. Moukhine, de *Nezavissimaïa Gazeta*, Minsk n'a de toute évidence pas les moyens de financer l'acquisition d'un champ pétrolifère en Russie, annoncée fin octobre. En outre, le coût du renforcement de la coopération sécuritaire et militaro-technique entre les deux pays, pour lequel Minsk a réaffirmé son intérêt, restera essentiellement supporté par Moscou. En contrepartie de ces concessions, **il est désormais fort probable que la Russie obtienne le déploiement d'une base aérienne dans le pays** (*Nezavissimaïa Gazeta*, 5 novembre 2020).

Points clés

- Malgré son orientation pro-occidentale, le nouveau pouvoir en Moldavie n'aura pas d'autre choix que de maintenir des relations constructives avec Moscou.

- Les récentes manœuvres navales russo-égyptiennes traduisent moins la volonté de nuire à Ankara que celle de renforcer la présence russe en Afrique orientale.

- L'installation d'un point d'appui naval russe au Soudan augmentera les capacités de projection régionale de la flotte russe et pourrait permettre la création d'une zone de déni d'accès. Elle facilitera aussi les ventes d'armes et renforcera le rôle de Moscou comme « exportateur de sécurité » sur le continent africain.

Moldavie, Ukraine

K. Koktych, du MGIMO, estime que **l'élection de M. Sandu à la présidence moldave ne préfigure pas de réorientation « radicale » vers l'Occident**. Certes, le pouvoir est désormais consolidé, les pouvoirs exécutif et législatif partageant une même inclination pro-européenne. Néanmoins, le pays demeure divisé et les forces prorusses puissantes, tandis que Moscou reste un interlocuteur incontournable, dont Chisinau ne pourra s'émanciper que partiellement (*Izvestia*, 16 novembre 2020).

Pour A. Filipenko, de l'Institut national des études stratégiques (Kiev), l'élection moldave est importante pour l'Ukraine à plusieurs titres. Premièrement, elle constitue une défaite pour la Russie (même si celle-ci conserve des leviers sur le pays). Deuxièmement, elle contribuera à améliorer les relations ukraino-moldaves, du fait de l'orientation pro-européenne des gouvernements des deux pays. Enfin, elle montre le rôle déterminant que peut jouer la diaspora (15 % des suffrages lors de l'élection présidentielle moldave) sur les élections, donc sur l'orientation politique intérieure et étrangère du pays. Un enjeu dont Kiev devra tenir compte lors des prochaines élections présidentielles, la diaspora ukrainienne étant de plus en plus importante (*Zerkalo Nedeli*, 16 novembre 2020).

Moyen-Orient

Selon I. Matveïev, du MGIMO et de l'Institut des études orientales, une reprise d'Idlib à l'issue d'une intervention militaire syrienne, iranienne et russe ne serait pas souhaitable : elle provoquerait une catastrophe humanitaire locale, le chaos, ainsi qu'une forte détérioration de la situation sécuritaire et la fuite de groupes terroristes vers d'autres régions du pays. Par conséquent, **Moscou doit prévenir tout projet de blitzkrieg contre Idlib** et œuvrer avec ses partenaires, notamment turcs, en faveur d'un processus de transition conduisant à une paix durable : retrait des combattants étrangers de la zone ; intégration des anciens combattants dans les organes territoriaux de maintien de l'ordre et les structures municipales ; octroi à Idlib d'un statut spécial, incluant un programme de reconstruction doté d'un financement international ; légitimation des élites régionales prêtes au compromis (*Russian International Affairs Council*, 9 novembre 2020).

R. Mamedov, du RIAC, considère que **les récentes manœuvres navales russo-égyptiennes ne sont pas dirigées contre Ankara**. Certes, elles ont lieu dans un contexte d'hostilité entre l'Égypte et la Turquie, et permettent à la Russie d'envoyer à son tour un avertissement à cette dernière. Néanmoins, ces exercices sont planifiés depuis longtemps, indépendamment de la conjoncture politique actuelle. En outre, la Russie s'efforce de maintenir des liens avec l'ensemble des acteurs moyen-orientaux, à commencer par la Turquie, avec laquelle elle coopère en Libye en dépit des divergences bilatérales. Il faut cependant souligner que la Russie et l'Égypte partagent des zones d'intérêt commun, notamment en Afrique de l'Est. Toutes deux ont récemment renforcé leur coopération militaire avec le Soudan. À cet égard, **ces manœuvres traduisent davantage une volonté de Moscou de renforcer son ancrage en Afrique** (*Kommersant*, 17 novembre 2020).

Afrique

Pour l'expert militaire de TASS D. Litovkine, **le futur point d'appui naval russe à Port-Soudan** (qui pourrait accueillir jusqu'à 300 militaires et quatre bâtiments) **permettra à la Russie de renforcer son contrôle sur l'ensemble de la région**. Les navires russes équipés de missiles *Kalibr* bénéficieront d'un accès à l'océan Indien et d'une « vue sur la péninsule arabique » où sont installées des bases américaines. Les croiseurs nucléaires lourds pourront entrer dans le port sans approbation et notification spéciales. Deux porte-hélicoptères amphibies polyvalents (encore en construction) pourraient aussi y être déployés. Par ailleurs, le déploiement de systèmes de missiles anti-aériens S-400 et de systèmes de missiles côtiers *Bal* et *Bastion* permettrait à la Russie de créer une zone d'exclusion aérienne et maritime. Enfin, **l'absence de taxes sur le transit des équipements militaires favorisera les ventes d'armes**

dans la région ([TASS](#), 12 novembre 2020).

Selon I. Kramnik, du RIAC, cette base permettra principalement de lutter contre la piraterie pour assurer la sécurité des navires de commerce russes, mais aussi contre les trafics alimentant les groupes terroristes. En outre, elle assurera à Moscou le contrôle d'un point stratégique pour le transit des hydrocarbures. **La base de Port-Soudan renforcera aussi les capacités d'intervention militaire de la Russie pour soutenir les États africains menacés par l'instabilité. Elle revêt enfin une dimension géopolitique** significative, Moscou ayant d'une certaine manière « damé le pion » à la Turquie, à la Chine et aux États-Unis ([Kommersant](#), 13 novembre 2020).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.